

LE DEVOIR

Recherche

ENTRETIENS JACQUES CARTIER

MICHÈLE COURCHESNE

La ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et la place des femmes en politique

Page 3



DANIEL TAYLOR

Escale lyonnaise pour le contre-ténor et son Theater of Early Music

Page 6



Déluge de colloques en Rhône-Alpes

En 2004, ce sera au tour de la métropole québécoise de recevoir colloques, échanges et mises en réseau dans le cadre des Entretiens Jacques Cartier



SOURCE: ENTRETIENS JACQUES CARTIER

thermales. Plusieurs colloques sur l'urbanisme. Quelques sujets politiques, dont la parité hommes-femmes, la gouvernance des grandes agglomérations (où l'on abordera la saga des fusions-défusions). Et enfin, plusieurs sujets culturels: le processus de création, le design, le théâtre aujourd'hui.

Les EJC sont aussi l'occasion de «rencontres étudiantes» où de jeunes Français et Québécois échangent sur un thème qui leur est cher (l'an passé, le journalisme étudiant. Cette année, le théâtre). C'est l'occasion, enfin, d'une performance artistique, en sol lyonnais, d'un artiste québécois de renom (cette année, le haute-contre Daniel Taylor).

Autour du binôme France-Québec

Aux EJC se produit chaque année une rencontre sans équivalent entre Français et Québécois. La collection de clichés pour désigner l'événement compte les suivants: «sommet franco-québécois», «mise en réseau» peu commune, vaste séance de «remue-méninges». Il y a dix ans, on parlait de «mini-Davos», mais c'était avant Seattle... Certes, il y a bien, comme le rappelle son fondateur et âme dirigeante, Alain Bideau, des participants provenant de 17 pays (dont la Russie, le Mexique et la Tunisie). Mais l'axe central se trouve constitué du binôme France-Québec. Tout ou presque se passe en français, ce qui en fait un des événements majeurs du calendrier annuel de la francophonie.

Sur 215 Canadiens présents en 2003, une vague déferlante de 201 Québécois! En tout, 586 conférenciers; quelque 2200 participants. Dont certains bien connus au Québec: Michèle Courchesne, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Ronald Poupart, chef de cabinet de Jean Charest. André Bourbeau, ancien ministre libéral qui vient d'être nommé président du conseil d'administration d'Hydro-Québec. Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal. Raymond Bachand, président-directeur général du Groupe Secor. Benoît Labonté, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Jean-Marie Toulouse, directeur des HEC Montréal. Jacques Girard, ancien président de Montréal International et conseiller spécial pour cet organisme. Jean-Louis Baudouin, juge à la Cour d'appel du Québec. Jean-François Chicoine, pédiatre et médecin bien connu des médias. Simon Brault, directeur de l'École nationale de théâtre. Le dramaturge Denis Marleau et l'écrivaine Marie-Claire Blais, qui ont reçu des doctorats *honoris causa*.

Autre particularité des Entretiens: ils se tiennent à Montréal une fois tous les quatre ans. Et en 2004, ce sera au tour de la métropole québécoise de recevoir le déluge de colloques, d'échanges et de mises en réseau des Entretiens Jacques Cartier.

Antoine Robitaille

Tout ou presque se passe en français, ce qui en fait un des événements majeurs du calendrier annuel de la francophonie

On se souviendra sans doute des Entretiens Jacques Cartier (EJC) de 2003, les seizièmes, comme ceux des pluies diluviennes qui ont trempé le sud-est de la France en cette fin d'année. «De nombreux automobilistes et voyageurs SNCF se sont retrouvés piégés à Lyon, du fait de lignes ferroviaires et routières coupées», pouvait-on lire dans le journal *Le Progrès* du 3 décembre, en pleins EJC. Mais puisque, selon le même journal, le Rhône et la Saône, deux des trois fleuves de Lyon (l'autre étant... le Beaujolais), se sont finalement «bien comportés» — les inondations s'étant surtout produites plus au sud — les Entretiens n'en ont pas été trop perturbés.

Mais qu'est-ce que les Entretiens Jacques Cartier? Un événement annuel durant lequel se tiennent une quinzaine de colloques simultanés, sur autant de thèmes. Suprême actualité, un des colloques de 2003 portait sur les «événements hydrologiques extrêmes», notamment les inondations! Parmi les autres thèmes scientifiques abordés: les nanotechnologies, l'optique, les procédés de polymérisation. Des sujets santé, aussi: l'obésité, la vaccination, les eaux

SEIZIÈME ÉDITION
Alain Bideau
Page 2

GRANDES AGGLOMÉRATIONS
Fusion
Transition
Vieillessement
Page 4

SOCIÉTÉ
Vaccination
Marketing
Page 5

ARTS
Théâtre et auteurs
Page 6

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Une entrevue avec Alain Bideau

Le grand architecte des réseaux

« À Montréal, j'ai peine à me promener sans tomber sur un ami ou une connaissance »

On dirait qu'il a le don d'ubiquité. Pendant les Entretiens Jacques Cartier, on le voit partout. Dans chacun des 15 colloques, Alain Bideau surgit tout à coup, allant s'asseoir dans un coin de la salle avec un grand sourire, regardant partout, contemplant l'activité d'un air satisfait.

ANTOINE ROBITAILLE

Sont-ce les colloques qu'il aime, cet homme? Pas tant ceux-ci, répond Alain Bideau, que « la mise en réseau » à laquelle ils donnent lieu. S'il a fondé le Centre Jacques Cartier en 1984 et puis lancé les Entretiens du même nom en 1987, c'est pour favoriser les rencontres et les « maillages ». Entre le Québec et la région Rhône-Alpes, certes, mais surtout, pour forcer les « élites lyonnaises » à se parler, à sortir de leur logique cloisonnée, où les gens ne parlent qu'aux gens de leur milieu et ignorent les autres.

Avec un large sourire, il ressort sa métaphore préférée: « J'ai voulu faire un millefeuille! Rassembler les milieux économiques, politiques, culturels, financiers, intellectuels et culturels, qui fonctionnent ordinairement par couche. Moi, je ne me contente pas d'une seule couche. Je veux empiler celles-ci et faire un millefeuille qu'on peut manger avec délectation. Et même quand ça déborde un peu sur le côté, c'est bon! », raconte-t-il autour d'une table au superbe Café des Négociants, place Francis-Régaud, sur la presqu'île de Lyon.

Alain Bideau est un hyperactif qui peut, en une demi-heure, évoquer avec enthousiasme 10 ou 12 projets pour ensuite exposer les tensions de sa vie politique lyonnaise. Car Alain Bideau, en effet, n'est pas seulement démographe, directeur de recherche au CNRS, directeur du Centre Jacques Cartier, il est conseiller municipal. « Centriste » de l'UMP (l'Union pour un mouvement populaire du président Chirac), il

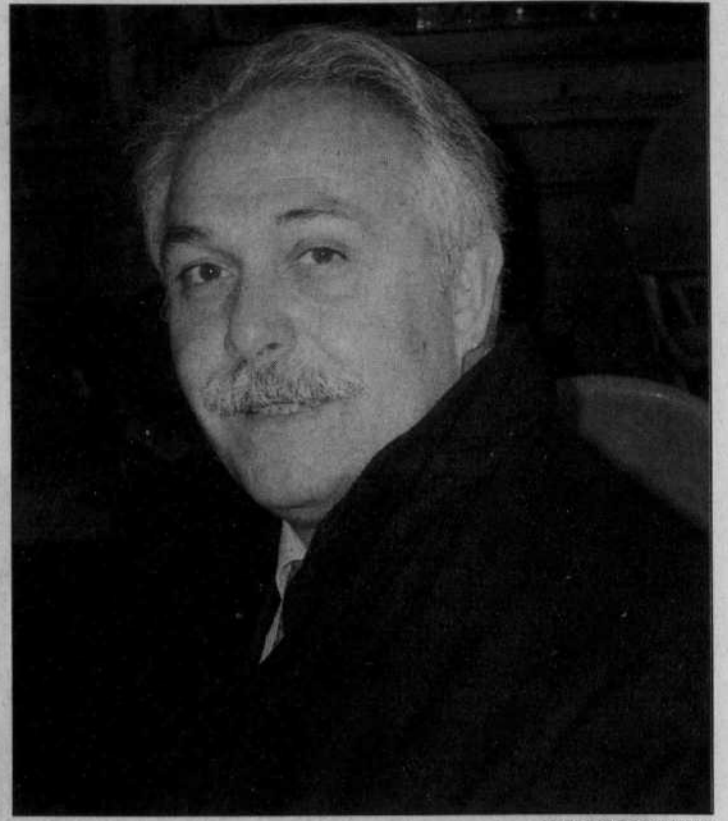
siège pourtant comme vice-président de la Communauté urbaine de Lyon aux côtés des socialistes du maire Gérard Collomb. Ce qui, dans sa famille politique, crée des remous. Certains à droite voudraient parfois qu'aucun élu de droite n'aille ainsi seconder un maire de gauche. Alain Bideau affirme que la situation n'est d'ailleurs pas toujours facile et que s'il y avait désaccord sur le budget, par exemple, il pourrait quitter la communauté urbaine. « Mais ce n'est pas tellement mon genre de démissionner », laisse-t-il tomber.

Le Québec

Alain Bideau est tombé amoureux du Québec lorsqu'il est venu faire une partie de ses études à l'Université de Montréal il y a 30 ans. « Je suis démographe, je travaillais sur les concentrations démographiques des maladies héréditaires. » Or, à l'UdeM, on avait mis au point, à cette époque, un système de reconstitution automatique des familles sur ordinateur pour reconstituer toute la population depuis l'arrivée des premiers colons

jusqu'à la fin du régime français. « Pour ma thèse, j'avais dressé, à la main, un fichier nominatif de 100 000 individus. » Le système, élaboré sur de gros ordinateurs de l'époque, lui a été très utile. Travaillant sur la concentration territoriale de la maladie de Rendu-Osler, il avait besoin de recréer des lignées généalogiques. « J'ai même adapté des méthodes conçues à Montréal à des données brésiliennes », raconte-t-il. Il publiera prochainement un ouvrage sur la démographie de ce pays. « Je m'en vais d'ailleurs au Brésil à la fin de l'année pour finir ce livre. »

Mais revenons au Québec. Depuis ses études, il a cultivé à son égard une sorte de gratitude qui ne se dément pas. C'est avec passion qu'il raconte ses rencontres avec des Québécois. Par exemple pour préparer la remise de doctorats honorifiques de l'Université de Lyon II au dramaturge Denis Marleau et à l'écrivaine Marie-Claire Blais (voir *Le Devoir* du 1^{er} décembre 2003), il dit avoir eu le plaisir, à Montréal, de rencontrer à quelques reprises ces personnalités. « Nous



ANTOINE ROBITAILLE

Alain Bideau, qui a lancé les Entretiens Jacques Cartier en 1987, séjourne à Montréal plusieurs fois par année.

avons vraiment fraternisé!», dit-il avec un évident bonheur avant d'expliquer qu'il était important pour lui de faire un clin d'œil à la littérature québécoise et de souligner le « travail de génie » de Denis Marleau. « Je vais justement voir Les Avenues la semaine prochaine! »

Montréal 2004

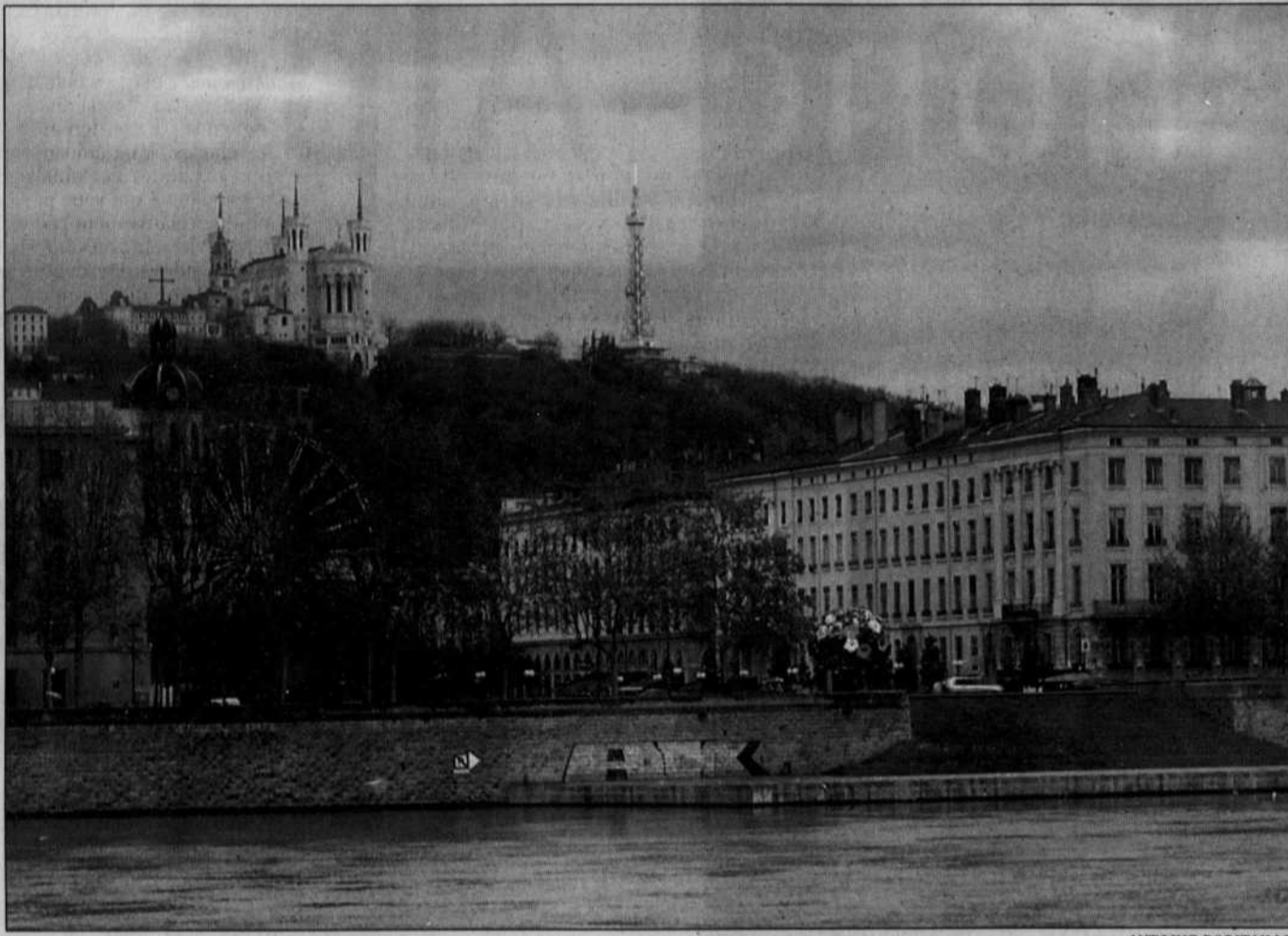
Alain Bideau séjourne à Montréal plusieurs fois par année. C'est sans doute un des Français qui connaît le mieux la société québécoise. « À Montréal, j'ai peine à me promener sans tomber sur un ami ou une connaissance. En 16 ans, j'ai invité plus de 3000 Québécois à Lyon, vous savez. »

Lorsque les Entretiens ont lieu à Montréal, une fois aux quatre ans, il débarque encore plus souvent. En 2004, ce sera au tour de la métropole québécoise de les accueillir. Parmi les thèmes abordés, on comptera, en ouverture, un grand événement sur la diversité culturelle. On abordera aussi le sujet très chaud au Québec de la gouvernance métropolitaine: des représentants de 16 grandes villes du monde viendront partager leur expérience. Le financement des transports en commun fera aussi l'objet d'un important colloque. On prévoit un évé-

ment commandité par Hydro-Québec sur « Le développement durable après Kyoto ». Une grande rencontre de jeunes de toutes les régions de la francophonie se tiendra sur le thème « Jeunesse et citoyenneté », organisée entre autres par l'OFQJ, la Ville de Montréal et plusieurs organisations jeunesse du Québec.

En prévision des 20 ans du Centre Jacques Cartier en 2004 (les premiers Entretiens ont eu lieu en 1987), Alain Bideau prépare actuellement un livre d'entretiens sur cette aventure, ouvrage qui sera publié par la maison de son « bon ami » Pascal Asathiany, les Éditions du Boreál. « Vingt ans, c'est bien, mais c'est le temps de penser à faire les choses autrement », dit-il. Aussi, il prévoit organiser prochainement des séminaires de réflexion sur « Les Entretiens de 2015 ».

Un des buts est notamment de vouloir aller davantage « à la rencontre des jeunes générations, des hommes d'affaires de 35 à 45 ans. C'est pour ça que l'on a inscrit un important colloque sur "L'action jeune citoyen" où on va faire un colloque sur les jeunes ». Il parle aussi sans trop donner de détails d'un colloque « ouvert au très grand public » pour 2005.



ANTOINE ROBITAILLE

C'était au tour de Lyon de recevoir cette année les participants aux Entretiens Jacques Cartier.

Un entretien avec Hervé Fischer

Science contre art: une opposition caduque

La créativité joue un important rôle dans ces deux domaines

On oppose souvent, aujourd'hui, créativité artistique et rigueur scientifique. Et c'est une erreur, dit Michel Côté, muséologue québécois devenu directeur du Muséum d'histoire naturelle de Lyon. Ancien directeur de la recherche et des relations internationales au Musée de la civilisation du Québec, il a co-organisé un colloque sur le « Processus de création en art et en science », qui a eu lieu dans le cadre des 16^{es} Entretiens Jacques Cartier. Michel Côté promeut le rapprochement entre scientifiques et artistes. Il a mis sur pied, dans son « Muséum », un « cycle de rencontres entre scientifiques et artistes à partir d'une thématique ». Des résultats récents en ont découlé: une compagnie de danse s'est associée à un paléontologue pour réaliser son nouveau spectacle sur le concept d'origine.

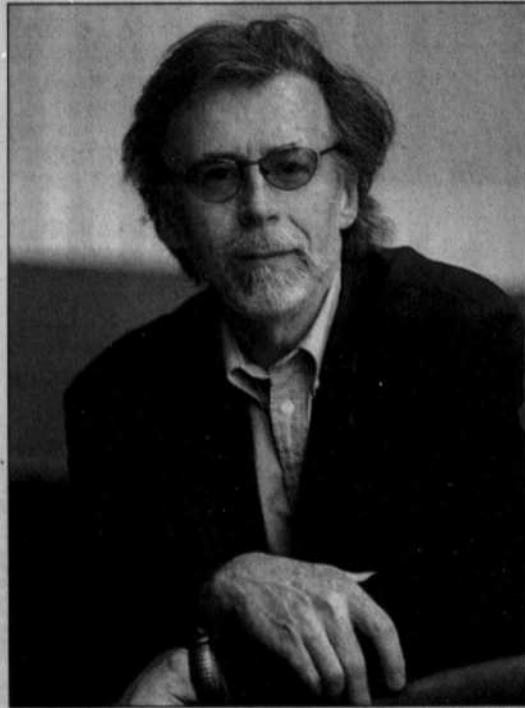
Co-organisateur du colloque, l'artiste et philosophe québécois Hervé Fischer, répond à quelques questions du *Devoir* sur la question.

Le Devoir. La figure de Léonard de Vinci est sans doute emblématique de la synthèse, chez une même personne, des processus de création en art et en science. Pourquoi ce qui semblait naturel à la Renaissance semble-t-il aujourd'hui tiré par les cheveux, voire rarissime?

Hervé Fischer. Léonard de Vinci, scientifique, admettait volontiers faire de la peinture. Rubens fut peintre et diplomate; Goethe, poète et naturaliste — et un grand commis de l'État. Nietzsche, philosophe-poète. Et l'on pourrait citer beaucoup de créateurs, souvent parmi les plus grands, qui ne reconnaîtraient pas cette opposition entre art, science, technologie, et même politique.

Pourquoi selon vous en est-on venu à opposer aujourd'hui les processus de création en art et en science?

Ces deux champs d'activité humaine n'étaient pas traditionnellement séparés. Encore au Quattrocento, Léonard de Vinci se présente et est reconnu comme un homme de science, de technologie et d'art. Et art et science s'adonnaient alors au réalisme. Un certain rationalisme inventé lors de la Renaissance européenne s'est cependant appliqué à mettre en œuvre un dispositif mental restrictif, puritain, « cartésien », qui impliquait le rejet de la sensibilité, de l'imagination, de la subjectivité, très éloignée de ce qui caractérise l'art aujourd'hui. Dans un premier temps, l'art classique a adopté beaucoup de ces



SOURCE VLB ÉDITEUR

« Les artistes ont vocation de nous faire voir ce que les scientifiques imaginent et de devenir la conscience de la science », estime Hervé Fischer.

mêmes restrictions, au nom de l'équation entre le beau et le vrai, favorisant des conventions picturales, musicales ou prosodiques impliquant le contrôle de la raison sur l'imagination. Ce n'est qu'au XIX^e siècle que le romantisme, puis des poètes comme Lautréamont, Rimbaud, un écrivain comme Lewis Carroll, un philosophe comme Nietzsche, ont lancé la bataille contre le rationalisme et restauré les valeurs du rêve, de l'imagination, de la nuit, de l'irrationalisme, bref le retour à la surface du refoulé du rationalisme. C'est alors qu'art et science se sont séparés et opposés progressivement. Dada, surréalisme, art abstrait, etc. ont alors consommé l'opposition entre les deux. Mais aujourd'hui, c'est la science actuelle elle-même qui remet en cause le réalisme et le rationalis-

me classiques — notamment l'astrophysique, la physique, la biologie — et impose les valeurs de l'imagination scientifique pour relever les défis de la complexité, de l'indétermination, des logiques floues, des discontinuités, etc.: ce que j'appelle le post-rationalisme. Aujourd'hui art et science se rejoignent donc à nouveau à plusieurs égards. Je crois que la transversalité l'emporte de plus en plus sur les barrières, ou silos culturels.

Y a-t-il vraiment « création » en science et « rigueur » en art?

Il y a rigueur autant en art qu'en science — je parle des créateurs importants. Certes les méthodes et les attitudes sont différentes. Mais face à l'énigme du monde, les artistes et les scientifiques sont égaux. Aujourd'hui, les uns et les autres élaborent des langages, les uns — les scientifiques — pour interpréter le monde, pour le maîtriser, pour le transformer; les autres — les artistes — pour le questionner ou exprimer les mythes qui nous gouvernent. Pour autant, il ne faut pas confondre les artistes et les scientifiques: les artistes questionnent les attitudes, les valeurs, les conquêtes et les images de la technoscience, y compris, dans mon cas, le simulacre numérique que construit la science actuelle. La logique de la technoscience obéit beaucoup plus à ce rappel de Karl Popper: « Tout ce que l'homme peut faire, il le fera. » L'artiste s'oppose nécessairement à cette résignation optimiste!

Vous avez parlé dans ce colloque des « rapports étroits » entre les deux processus, leurs similitudes et leur « influences réciproques ». Quels exemples évoqués lors du colloque vous ont particulièrement frappé?

Je dirais le « bio-art », c'est-à-dire la rencontre entre art et biologie, qui est particulièrement d'actualité. Manipulations génétiques, codes de la vie, vie artificielle nous posent de grands défis, en même temps qu'ils témoignent de la capacité d'imagination, de création et de l'audace des chercheurs scientifiques. Les artistes suivent, se passionnent pour cette nouvelle forme de création, qui les interpelle évidemment au plus haut point. Mais leur rôle n'est pas d'aller dans les laboratoires pour en rajouter et créer des chimères. Il consiste plutôt en une démarche culturelle et philosophique pour

s'interroger sur ce fantasme ou sa réalité possible. Un autre domaine: les technologies numériques ont la capacité grandissante de contrôler tous nos faits et gestes. La démocratie, le droit à la vie privée, nos droits et libertés sont menacés par ce nouveau « panopticon » numérique. Cela ne semble pas inquiéter beaucoup nos gouvernements. Ce sont les artistes qui mettent en évidence et questionnent cette évolution.

Pourquoi tente-t-on de plus en plus de faire dialoguer les arts et les sciences? C'est ce que tient d'ailleurs à faire Michel Côté dans son musée.

Incontestablement, le XXI^e siècle rapproche les artistes et les scientifiques pour leur liberté d'esprit, d'imagination et de création. Ils ont donc à nouveau rendez-vous, comme au temps de l'alchimie! Ils nous parlent des futurs possibles de l'humanité et ils explorent les uns et les autres des simulacres, et les langages numériques de ces simulacres. Les scientifiques semblent aujourd'hui être à l'avant-garde, et les artistes suivent, car ils ne maîtrisent pas les langages scientifiques.

Mais les artistes ont vocation de nous faire voir ce que les scientifiques imaginent et de devenir la conscience de la science. (Vous vous rappelez cet adage: « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. » Le problème n'a fait qu'empirer depuis le temps de Rabelais.) Mais ce rôle ne peut être laissé aux seuls artistes! Les philosophes et chacun d'entre nous sommes interpellés dans le sens des responsabilités que doit de plus assumer l'espèce humaine dès lors qu'elle a décidé de concevoir elle-même les scénarios de son évolution. Si Dieu n'existe plus pour y pourvoir, ni la Nature, ni le Grand Horloger, ou si Dieu a abandonné la Création en cours de route, comme on dit, il faut bien que l'homme — et pas seulement les chercheurs dans nos laboratoires —, devenu pro-créateur de lui-même, fasse une place importante à la technoscience dans la culture, à l'art dans la science et à la philosophie dans l'art. L'opposition artificielle créée par le rationalisme classique entre art, science et philosophie n'a plus lieu d'être et pourrait signifier la mort de notre espèce.

A. R.

ENTRETIENS JACQUES CARTIER

Parité hommes-femmes

Une entrevue avec Michelle Courchesne

France et Québec ne voguent pas sur la même galère

Une Québécoise en politique

« Il faut continuer à être déterminées, à manifester des convictions profondes »

La France et le Québec présentent des visages différents en matière de présence féminine au sein des rangs politiques. Pour un mince 12 % de femmes françaises élues, une loi sur la parité exige depuis tout récemment l'inscription égale de candidats et de candidates aux élections. Au Québec, sans une telle loi, les femmes réussissent à franchir la barre de l'élection dans 30 % des cas.

La ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, responsable du dossier de la condition féminine, a parlé à Lyon d'engagement. La place des femmes en politique, si nécessaire, ne peut s'inscrire à force de lois ou d'une politique de discrimination positive. Retour sur la parité hommes-femmes.

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD LE DEVOIR

Lyon — La ministre québécoise des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Michelle Courchesne, était invitée par la récente édition des Entretiens Jacques Cartier à donner le coup d'envoi à l'un des colloques qui s'y déroulaient, autour du thème de la parité hommes-femmes (« Entre utopie et réalités », 1^{er} et 2 décembre dernier, Lyon). La ministre, porteuse du dossier de la condition féminine, y a brossé un portrait de la situation des femmes en politique au Québec (voir autre texte). Le Devoir s'est entretenu avec elle en marge de ce colloque.

Le Devoir. Vous avez vous-même plongé une première fois en politique au niveau municipal alors que vous n'aviez que 28 ans. Les choses ont-elles changé depuis?

Michelle Courchesne. J'étais très très jeune, et il y a 22 ans, il y avait pas mal moins de femmes qu'aujourd'hui, et des jeunes femmes, pas du tout. Je me rappelle même que mon arrivée avait fait l'objet de nombreux reportages à l'époque, j'avais même eu le grand privilège de « faire » Denise Bombardier, ce qui m'avait beaucoup impressionnée... On commençait alors à peine à parler de l'importance de l'implication des femmes en politique. Je pense que c'est important de s'y intéresser assez jeune, parce qu'on vit la réalité un peu différemment, et puis comme on exerce le pouvoir pour le présent mais aussi pour le futur, il y a un dynamisme, une belle création d'idées et une confrontation des enjeux qui forcément sont différents. L'exercice du pouvoir exige une représentation de tout le monde dans la société à mon avis: il faut qu'il y en ait des moins jeunes aussi, je dirais pour l'expérience, pour la sagesse, mais les plus jeunes sont indispensables aussi pour témoigner de réalités particulières, comme celle des jeunes familles, spécifiquement dans ces années où nous sommes. Il ne faut pas se priver des femmes plus jeunes.

Vous êtes ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, responsable du dossier de la condition féminine. Est-ce que le fait que ce titre n'apparaisse pas dans le nom du ministère témoigne d'une moindre importance pour votre gouvernement?

Mais il fait partie d'un ministère, il fait partie de mon ministère! Ce portefeuille-là a souvent été délégué, or il n'est plus délégué; il est quand même attribué à une ministre qui peut exercer le changement, qui peut le défendre pleinement et entièrement autour de la table du Conseil des ministres et qui peut aussi diriger l'action liée aux enjeux de la cause des femmes. Je ne sens d'aucune façon une diminution de l'importance du rôle qui m'est attribué dans la condition féminine, bien au contraire. Je sens que je peux y oeuvrer en toute latitude et en toute liberté, mais aussi avec la force et la détermination requises pour ce dossier-là, comme pour d'autres.

Dans l'esprit des groupes de femmes, peut-être [que le dossier semble avoir perdu de son importance]... Elles avaient très peur de l'éloignement de la ministre de leur cause et je crois que je peux dire en toute modestie qu'elles sont assez satisfaites de mon degré de disponibilité. Nous avons quand même livré de bons arguments sur les dossiers qui sont sur la table maintenant, et elles ont senti l'appui du gouvernement. Ce que les femmes veulent, c'est avoir une ministre qui est là et qui les appuie, et qui effectue le lien entre elles et l'ensemble du gouvernement. Il y a tellement à faire et c'est une responsabilité qui doit être partagée avec l'ensemble du gouvernement. Je suis peut-être la porteuse du dossier mais il faut faire valoir cette voix auprès de l'ensemble des collègues parce que l'atteinte de l'égalité entre les femmes et les hommes doit être une responsabilité partagée par l'ensemble des collègues, qu'ils soient hommes ou femmes.

Sentez-vous une bonne écoute à cet égard auprès du Conseil des ministres?

Oui, très franchement, c'est oui. Je ne sens pas d'obstacles majeurs à l'écoute, absolument pas, bien au contraire. Je fais la comparaison avec d'autres époques, et c'est beaucoup plus facile maintenant. Mais comme gouverner, c'est souvent faire certains choix, est-ce qu'on répond toujours à 100%? Je dirais qu'il faut continuer à être déterminées, à manifester des convictions profondes, et je ne suis pas en train de dire que tout est gagné d'avance: je ne prends pas ça à la légère, au contraire, je crois que c'est une responsabilité exigeante qui demande une vigilance de tous les instants. Il y a encore dans notre société des acquis qui sont fragiles, des situations de discrimination, et notre responsabilité comme gouvernement, c'est de regarder ça bien en face et avec lucidité.

Vous affirmez « observer » la loi française sur la parité. Peut-on envisager un système similaire chez nous?

Non, la loi sur la parité [n'est pas envisagée] pour l'instant. Très franchement, sur une base personnelle mais aussi comme ministre, je pense qu'il faut observer ce qui se passe en France, mais je ne suis pas en mode observation parce qu'on songe à passer une loi sur la parité, non. Si un pays comme la France se dote d'une telle loi, il faut regarder les résultats, les tenants et aboutissants, les aspects positifs, et il faut se poser la question: est-ce que c'est vers cela qu'on veut aller? Non, pour l'instant, ce n'est pas vers ça qu'on veut aller. En tant que femme — je ne parle pas en tant que ministre —, j'ai toujours eu au cours de ma carrière beaucoup de difficultés à sentir que je suis à un endroit parce qu'obligatoirement je dois faire partie d'un pourcentage. Toutes les femmes veulent accéder à des postes d'influence ou décisionnels parce qu'on reconnaît ce qu'elles sont, leurs compétences, leur expérience, leur expertise, et non pas parce qu'il faut obligatoirement avoir un pourcentage. J'ai beaucoup de difficultés avec cet aspect-là de la loi. La question qu'on doit poser, c'est: est-ce qu'une loi comme celle-là est vraiment mobilisatrice d'une société vers un objectif à atteindre? Et est-ce qu'il y a un résultat par rapport à cet objectif à atteindre uniquement parce qu'on a adopté une loi? On peut se poser la question.

Chez nous, dans la réforme des institutions démo-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR Michelle Courchesne, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, responsable du dossier de la condition féminine.

cratiques, il faudra faire valoir le point de vue des femmes à cet égard-là, il faudra écouter et voir quels sont les autres moyens qui peuvent inciter un plus grand nombre de femmes à se présenter en politique. Si on présente la majorité des femmes dans des comités où elles n'ont aucune chance de gagner, tu aurais beau avoir 50 % de femmes candidates, tu n'as rien accompli. C'est l'autre aspect de la question et c'est complexe, ce n'est pas si simple que ça. Il faut faire tomber les obstacles et les craintes. Il faut communiquer cette assurance de soi pour que les femmes aient envie d'avoir voix au chapitre, de la même façon qu'il faut faire tomber certains obstacles qui ne facilitent pas la venue des femmes; je pense qu'il faut aussi continuer à faire évoluer l'exercice du pouvoir dans ce qu'il a de plus noble, et ça c'est vrai pour les femmes, et aussi pour les hommes. Je crois beaucoup à la valorisation du travail de l'élu, il faut travailler à l'amélioration de l'image du politicien et de la politicienne, et dans ce sens-là je crois que les femmes ont une contribution très positive à cet égard-là.

Est-ce que la présence des femmes change quelque chose au jeu politique? Entre collègues d'un même parti et de partis ad-

verses, il y a un plus grand respect dans la façon d'élaborer sur certains débats, pas tout le temps, pas toujours au quotidien, mais si je compare aux 20 dernières années, il y a quand même une amélioration, et je crois que c'est la venue des femmes qui a changé cette façon de s'aborder et cette façon de discuter de certains enjeux et de certains dossiers. Pour cela, les femmes ont un rôle très important à jouer en politique.

La solidarité féminine en politique existe-t-elle?

Oui. Mais pas seulement au Conseil des ministres: entre toutes les parlementaires féminines, peu importe le parti. Je suis une de celles qui affirme — et je ne suis pas la seule, je l'entends de la part d'autres personnes — que certains dossiers qui sont majeurs dans les préoccupations sociales doivent être abordés sans partisanerie. Comme par exemple la cause des femmes. Je donne l'exemple de la violence conjugale ou de la violence sous toutes ses formes à l'égard des femmes: on ne va quand même pas commencer à faire de la politique sur ce dossier-là! Ce sont des dossiers qu'on doit mettre au-dessus de la partisanerie politique et où on doit montrer de la solidarité politique. Oui, il y a encore une solidarité entre toutes les parlementaires, et j'y fais appel régulièrement, j'y crois. On a senti de la part de ces pionnières qui sont passées avant nous, mais aussi auprès des toutes jeunes, où on se regroupe parce qu'on veut partager cette nouvelle vie qu'on découvre. Je crois que ça peut contribuer à changer ce que j'appelle l'exercice du pouvoir.

Que pensez-vous des projets qui ont été envisagés par certaines facultés de médecine québécoises d'effectuer de la discrimination positive l'égard des garçons pour rééquilibrer les admissions?

Vous parlez de médecine, c'est très pointu, mais je ne pense pas qu'on doive faire de la discrimination positive à cet égard-là. Je me demande toujours quelles sont les causes. Attaquons-nous aux causes qui pourraient expliquer certains phénomènes, et là, c'est la sociologie qui vous parle. On parle ici d'un phénomène relativement récent. Attendons de voir comment les choses vont évoluer au cours des prochaines années. Par contre, je dirais que c'est une très bonne chose qu'on fasse beaucoup plus d'efforts soutenus pour encourager les filles à étudier dans les domaines des sciences, toutes disciplines confondues. C'est pour cela que je pense qu'au contraire, ce qu'il faut, c'est faire des efforts dans toutes les facultés où les filles ne sont pas à égalité et où elles ont encore un grand chemin à parcourir. Pour le phénomène des médecins, j'aurais tendance à vouloir attendre un peu, voir les causes avant de prendre des décisions hâtives.

Lyon — Le colloque avait lieu en terrain bien choisi: l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Villeurbanne, où 31 % des inscrits cette année sont en fait des... inscrites. En France comme au Québec, les disciplines scientifiques continuent de rebouter nombre de jeunes filles, même si les progrès sont remarquables depuis quelques années. D'un domaine à l'autre, les disparités sont titanesques: si l'INSA abrite 80 % de jeunes filles dans son département de biosciences, elles ne sont plus que 15 % lorsqu'on traverse du côté du génie électrique, un fossé qui s'apparente à ce que l'on connaît de notre côté de l'Atlantique.

Devant un public très majoritairement féminin — un signe d'une éloquence navrante — elles ont été nombreuses à défilier au micro pour exposer les tenants et aboutissants d'un système politique, scientifique et entrepreneurial qui tente de faire la part belle aux femmes, avec ou sans succès.

« En France, nous avons une loi sur la parité, mais malgré tout nous venons de très loin », a lancé d'entrée de jeu la très flamboyante Fabienne Lévy, vice-présidente du Conseil régional Rhône-Alpes, qui ouvrait ce colloque aux côtés de la ministre québécoise Michelle Courchesne. « Nous sommes toujours l'avant-dernier pays de l'Europe des 15 pour ce qui est de la représentation des femmes en politique. L'utopie, c'est 50-50 en politique. On voit bien que ce n'est pas la réalité, mais on espère que ce le sera pour demain. » Députée européenne invitée à participer au débat, la philosophe Geneviève Fraisse croit que ces modes de discrimination positive adoptés par la France « sont de mauvaises réponses, mais pour l'instant, nous n'en avons pas d'autres ».

La France a beau avoir franchi le pas légal menant à une présence plus abondante des femmes en politique, les données démontrent que la partie n'est pas gagnée: 5 % de femmes seulement siègent aux conseils d'administration des grandes corporations françaises, 11 % de femmes ont été élues mairesses aux dernières élections municipales de 2001 contre 12 % de femmes députées aux dernières législatives. « Les femmes essuient toujours un taux de refus au crédit des banques de 30 % supérieur à celui des hommes », a rappelé Dominique Daures, déléguée régionale aux droits des femmes et à l'égalité pour la préfecture de la région Rhône-Alpes.

Pour ces politiciennes françaises, l'herbe semble beaucoup plus verte au Québec en matière d'égalité. En 2002, les détenteurs d'un baccalauréat étaient à 60 % des femmes dans nos universités, et si nous avons un tiers de députées (contre 1,1 % qu'elles étaient en 1962), 28 % des ministres sont des femmes dans le nouveau cabinet Charest. « La notion de parité n'est pas utilisée au Québec », a rapidement précisé la ministre Courchesne, seule membre du nouveau gouvernement à s'être déplacée aux 16^{es} Entretiens Jacques Cartier, aux côtés de Ronald Poupard, conseiller spécial du premier ministre. « Nous parlons plutôt d'égalité. »

Obstacles québécois

Avec le tiers d'un cabinet porteur de jupes, la parité est pourtant loin d'être atteinte au Québec aussi. « Pourquoi ce 50 % qu'on cherche à atteindre est-il si difficile à trouver? », a demandé Mme Courchesne à un parterre très attentif au moindre de ses propos. Les femmes ont encore plusieurs obstacles à franchir avant d'atteindre l'arène politique, si alléchante fut-elle, a-t-elle répondu, citant une étude de la chercheuse Danielle Maisonneuve, de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). L'analyse révèle d'ailleurs de manière éloquent que les femmes qui osent embrasser une carrière politique sont soit sans enfants, soit âgées de plus de 50 ans, comme si l'on ne pouvait atteindre l'importante proportion de femmes qui oscillent entre ces deux extrêmes.

« C'est encore et toujours d'abord une question de manque de temps », a expliqué la ministre, qui a elle-même fait le choix du combat politique pour une seconde fois, après l'avoir fait d'abord à l'âge de 28 ans au niveau municipal. « Les horaires du pouvoir sont des horaires masculins. » Prises par le tourbillon des réunions, les femmes ne peuvent se résoudre à se présenter mal préparées pour l'un de ces entretiens entre collègues, a raconté la ministre sur le ton de l'anecdote. « Ce souci du détail, ce manque de confiance sont des caractéristiques fréquentes, c'est comme si elles s'imaginaient que c'est en ayant toutes les réponses à toutes les questions qu'elles pourront véritablement foncer. »

La déchirure ressentie par la mère politicienne n'est pas non plus étrangère à la présence encore clairsemée des femmes en politique. « On parle beaucoup de la "superwoman", je n'aime pas tellement ce terme, mais il est vrai que nous sommes avant tout des mères et que tant que les enfants ne sont pas autonomes, c'est difficile de s'impliquer librement », explique Michelle Courchesne, elle-même maman de deux rejetons devenus plus grands. « Je le vois au Conseil des ministres, c'est flagrant: les jeunes femmes qui sont là n'ont pas d'enfants, c'est pour cela qu'elles sont là! »

Ecartelée entre les exigences du typhon politique et celles de la vie de famille, c'est finalement dans un bain de culpabilité que la mère politicienne nage invariablement, qu'elle s'analyse sous la lorgnette de politicienne ou de maman. « À la fin de la journée, on a l'impression qu'on n'a rien accompli de bien, ni dans son rôle de mère, ni dans son rôle de conjointe, ni dans celui d'employée ou d'élu. »

Les élus québécois « observent » attentivement les résultats de la loi sur la parité appliquée en France, mais ils n'ont pas l'intention d'adopter un système similaire. Un choix qui n'empêche pas de constater que d'importants progrès doivent encore être réalisés, a affirmé la ministre Courchesne, responsable du dossier de la condition féminine, qu'elle préfère appeler « cause des femmes ». « On a encore besoin de notre bâton de pèlerine, mais aussi de notre bâton de pèlerin. Nous avons de plus en plus d'alliés masculins, même si, quand on le dit trop fort chez nous, on est vite taxée de "masculiniste" et qu'on a toujours un peu l'impression de marcher sur des œufs. J'ai toujours dit: "If you can't beat them, join them!" »

Ayant récemment refait ce choix politique, la ministre y voit une manière efficace d'être entendue. « Je ne vous dirai pas que c'est le plus beau métier du monde. Mais c'est un choix que j'ai refait d'utiliser la politique comme agent de changement. J'ai la ferme conviction que ce sont nous, les femmes, qui pouvons le mieux défendre certains aspects politiques plus sociaux. »

M.-A. C.

LE RÉSEAU DU QUÉBEC DANS LE MONDE...

Advertisement for the Québec network in the world, featuring a globe and the text: "...DES HOMMES ET DES FEMMES TRAVAILLENT POUR VOUS". It lists various international offices and services provided by the Québec government.

Québec
• Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
• Ministère des Relations internationales

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

Avenir des grandes agglomérations urbaines

Les « fusionnistes » portent leur message à Lyon

Un des projets d'Ottawa serait de contourner la Constitution en créant « un fonds urbain confié à la Fédération canadienne des municipalités »

L'ère Martin pourrait amorcer une montée des municipalités et un déclin des provinces au Canada, selon des participants à un colloque sur la gestion municipale où l'on se penchait notamment sur le casse-tête du financement des villes.

ANTOINE ROBITAILLE

Les provinces pourraient perdre de l'importance au profit des grandes agglomérations urbaines au Canada, dans la décennie à venir. Tel est l'un des scénarios évoqués par des participants québécois au colloque « Gouvernance des grandes agglomérations », aux Entretiens Jacques Cartier, participants québécois qui ne comptaient à toute fin pratique que des « fusionnistes » convaincus.

Des raisons économiques justifieraient dans les années à venir l'importance croissante des villes. Jacques Girard, ex-président de Montréal International et conseiller spécial pour cet organisme, affirme que « les gouvernements supérieurs reconnaissent que, désormais, le développement économique va passer par les grandes agglomérations. Tout le monde s'entend là-dessus, c'est un consensus qui devient international ».

Municipalisation des provinces

D'ailleurs, c'est pour cette raison que les villes sont devenues une des grandes priorités « nationales » du nouveau premier ministre Paul Martin. André Gamache, directeur général du Conseil régional de développement de l'île de Montréal, l'a souligné avec satisfaction. D'autres intervenants à ce colloque, parmi lesquels Raymond Bachand, président-directeur général du Grou-

pe Sécour, évoquent carrément la « municipalisation des provinces » et la « provincialisation des municipalités » au Canada.

Le problème souligné par plusieurs découle du fait suivant: l'argent est à Ottawa et un peu à Québec, mais la croissance de la population et le développement économique se font aujourd'hui presque exclusivement dans les grandes villes. André Gamache n'hésite pas à parler des deux « quêtes » pour désigner les gouvernements provinciaux et municipaux. Puisque le budget du Québec est presque entièrement consacré à la santé et à l'éducation, il ne reste que des grenailles pour le reste. Que faire? Selon M. Gamache, il est désormais impossible de financer quelque service que ce soit au niveau municipal seulement à partir des impôts fonciers, puisque ça condamne à « une incapacité chronique ». Il espère pour les villes des nouveaux revenus, venant du niveau fédéral, notamment prélevés sur l'essence. Parlant des rapports entre les municipalités et le fédéral, il affirme: « Nous sommes prêts à revoir les modalités d'un partage financier dans le respect de la Constitution ».

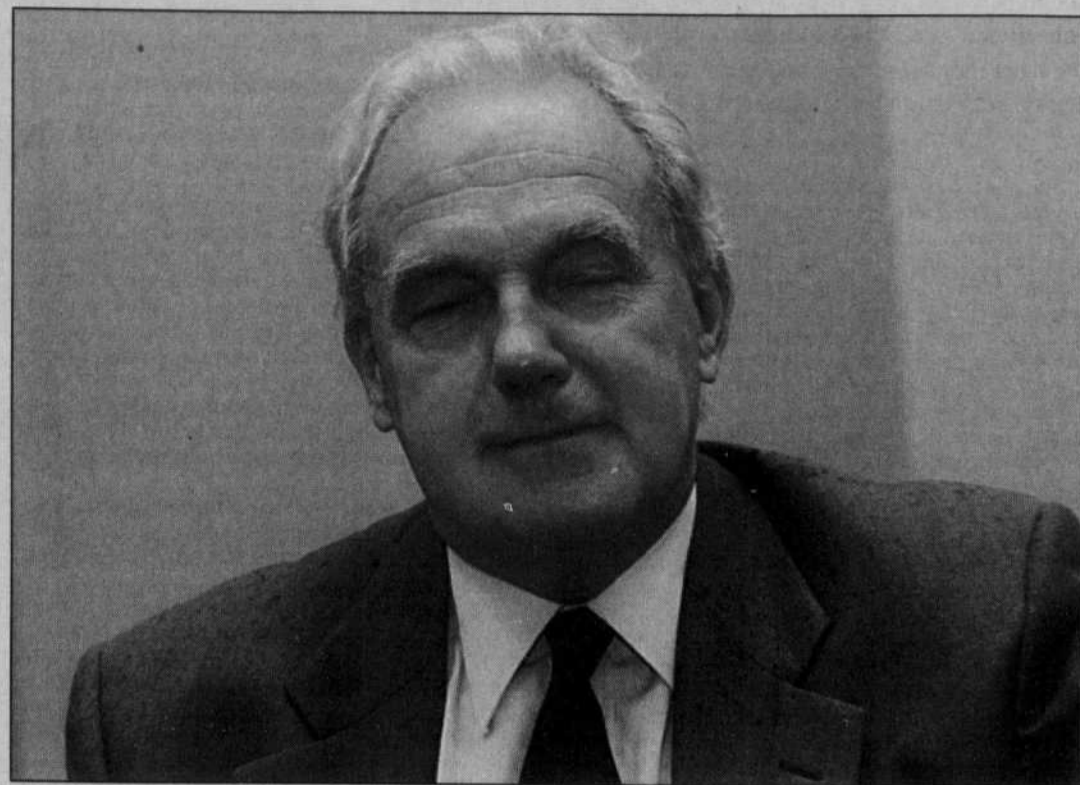
La Constitution! Justement, Jacques Girard en a peur. Il dit que l'on verra dans les prochains mois « jusqu'au Paul Martin est prêt à aller » pour contribuer au financement des villes. Chose certaine selon lui, « il faudra qu'il le fasse avec une extrême pruden-

ce, parce que ce qui viendrait compliquer la situation davantage et qui la rendrait carrément invivable, c'est l'ajout d'une autre querelle constitutionnelle sur la répartition des pouvoirs entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois ».

Mais certains anticipent des affrontements. Politologue de l'Université Laval, Louise Quesnel a aussi fait partie du comité de transition qui a préparé la naissance de la « nouvelle ville » de Québec. Elle estime qu'un scénario du type « Bourses du millénaire » (le fédéral qui envahit les champs de compétence des provinces) est tout à fait possible. Elle dit qu'un des projets d'Ottawa serait de contourner la Constitution en créant « un fonds urbain confié à la Fédération canadienne des municipalités, laquelle interviendrait directement auprès des villes ». Ainsi, le gouvernement fédéral resterait techniquement en dehors du champ de compétence municipal. Il le financerait et le contrôlerait donc de manière détournée.

Fusionnistes

Par ailleurs, tous les Québécois présents, ou presque, faisaient partie de la « Coalition Montréal ». Ce groupe de 180 personnalités montréalaises de tous les horizons a récemment été créé pour contrer les forces « défusionnistes » à Montréal. Un des initiateurs et directeurs du groupe, Benoît Labonté, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (et un ancien chef de cabinet de Paul Martin) participait à ce colloque. Il a tenu à dire à ses compatriotes et aux participants français que le



Jacques Girard, ex-président de Montréal International et conseiller spécial pour cet organisme, affirme que « les gouvernements supérieurs reconnaissent que, désormais, le développement économique va passer par les grandes agglomérations ».

processus des défusions municipales faisait perdre beaucoup de temps à tout le monde. Le directeur général de la Communauté urbaine de Montréal, Massimo Iezzoni, a évalué, lui, à trois années le temps perdu. Temps « qui aurait pu être consacré à la concertation régionale, au développement économique ».

Mais comme MM. Labonté et Bachand l'ont souligné, le projet de loi 9 a finalement été modifié

dans un sens qui convient à la Coalition Montréal. Insistant sur la nécessité de la mobilisation, M. Bachand laissa tomber: « Ça nous fait prendre conscience de ce que les étudiants français de 1968 avaient compris: pour avoir des changements, il faut se mobiliser ». Certes, lui a répondu un participant français, « mais encore faut-il que ces changements soit durables ».

Autre « anti-défusionniste » connu, le maire Jean-Paul L'Allier

avait annoncé qu'il serait présent, mais il a dû se décommander au dernier moment.

La suite en 2004

Ce symposium d'une journée de décembre 2003 sur « La gouvernance des grandes agglomérations » visait aussi à préparer un grand colloque sur le même thème en 2004 à Montréal, mais où seront réunis des représentants de 16 métropoles.

Les villes ont-elles achevé leur transition?

La banlieue montréalaise sous le choc du vieillissement

Le vieillissement prévu et déjà enclenché de la population québécoise peut-il avoir des incidences jusque dans l'organisation des villes? Oui, affirment des chercheurs québécois, qui constatent déjà que la banlieue jadis adaptée aux besoins des jeunes familles ne correspondra plus bientôt aux besoins de citoyens grisonnants.

MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD
LE DEVOIR

Lyon — Les banlieues seront rapidement atteintes par une « onde de choc » tant la composition de leur environnement ne s'arrime pas avec les besoins de la population âgée qu'elles abritent. Le vieillissement prévu au cours des 30 prochaines années des citoyens qui ont choisi la banlieue obligera les municipalités à repenser l'organisation de l'espace résidentiel, plutôt adapté aux caprices des jeunes familles.

Voilà la thèse qu'a soutenue la chercheuse Anne-Marie Séguin, de l'INRS Urbanisation, culture et société, associé à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), à l'occasion des 16^{es} Entretiens Jacques Cartier. Elle présentait le résultat de travaux menés en collaboration avec son collègue Philippe Apparicio, lui aussi de l'INRS, dans un colloque portant sur les villes en transition.

Entre 1981 et 2001, la répartition des populations âgées a considérablement changé, notent les deux chercheurs. En additionnant à cette réalité un vieillissement futur important, les municipalités de banlieue devront sans doute revoir leur cadre de vie, peu adapté aux besoins des 65 ans et plus.

Quelques données: en 1981, seule 9 % de la population métropolitaine était âgée de plus de 65 ans, un pourcentage qui atteignait 13 % en 2001. Les prévisions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) indiquent que la région métropolitaine de Montréal devrait compter 22 % de cette couche de population en 2026. Si, au cours des 20 dernières années, le cœur de l'agglomération montréalaise s'est nettement rajeuni, « à l'inverse, les effectifs des personnes âgées ont augmenté dans les anciennes banlieues de l'ouest et de l'est de l'île de Montréal, à Laval et dans les secteurs des rives nord et sud », notent les deux chercheurs.

Avec Ottawa-Hull, Montréal affichera le plus faible taux de 65 ans



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En 2021, la région métropolitaine comptera 300 000 aînés de plus que maintenant, mais les effectifs doubleront dans les couronnes pendant qu'ils n'augmenteront que de 38 % sur l'île de Montréal.

et plus en 2021, avec 22 % d'entre eux sur l'ensemble de la population: ailleurs au Québec, ces données gonflent encore plus, Québec avec 27 %, Chicoutimi-Jonquière avec 30 %, de même que Trois-Rivières, et Sherbrooke avec 25 %.

Les prévisions de l'ISQ laissent à penser que la région métropolitaine comptera 300 000 aînés de plus en 2021 que maintenant, mais que les effectifs doubleront dans les couronnes pendant qu'ils n'augmenteront que de 38 % sur l'île de Montréal. On a longtemps pensé qu'une fois les enfants partis du nid familial, les parents plus âgés allaient opter pour un retour au centre des villes; mais ces analyses périmées des années 1970 ne collent plus avec la réalité. « Il est fort possible que l'inertie soit la caractéristique la plus importante dans les choix résidentiels d'une majorité de personnes vieillissantes », écrivent Séguin et Apparicio. « Elles souhaitent vieillir dans l'environnement qui leur a été familier avant d'atteindre 65 ans ».

Revoir l'environnement

Plutôt construites pour servir le moment présent — et les besoins des familles — certaines municipalités vont sans doute faire face à une révision urgente de l'environnement qu'elles offrent à leurs citoyens, lequel ne se marie pas harmonieusement avec les prévisions démographiques. « Nos banlieues n'ont pas été conçues pour les personnes âgées », notait d'entrée de jeu la chercheuse Anne-Marie Séguin à Lyon, devant un public composé de spécialistes des études liant les villes aux transitions qui s'y opé-

rent. « Les rues sont sinieuses, elles sont sans trottoir, les maisons unifamiliales nécessitent beaucoup d'entretien, la majeure partie des équipements collectifs sont conçus pour de jeunes familles et la banlieue a été pensée dans l'ensemble pour les déplacements en voiture ».

Les recherches actuelles démontrent que 32 % des femmes et 21 % des hommes de plus de 65 ans « vivent dans la collectivité » — c'est-à-dire hors d'un établissement de santé — affirment recevoir des soins à domicile à cause d'un problème de santé. Des analyses plus fines détaillent que la moitié d'entre eux-là « ont déclaré être soutenus uniquement par des membres de la famille ou des amis ». L'avenir garantira-t-il le même soutien de l'entourage? Rien n'est moins sûr, répondent Séguin et Apparicio, qui prédisent que, dans un avenir peu lointain, les personnes âgées devront dépendre de plus en plus des ressources non familiales, et ainsi s'en remettre aux organisations communautaires, aux services sociaux et aux municipalités, lesquelles ne sont pas nécessairement prêtes à prendre ce relais.

On sait que le marché immobilier montréalais s'ajuste en partie aux besoins des gens plus âgés. « Des données rendues publiques par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (2002) révèlent que, dans la région de Montréal, 70 % des nouvelles constructions d'immeubles locatifs de 20 logements et plus étaient destinées à la clientèle des retraités », notent les chercheurs, qui précisent au passage que seules les clientèles aisées ont généralement accès à ces ressources.

Repenser l'implantation de l'habitation

Le logement idéal pour les 65 ans et plus doit notamment privilégier un accès facile aux services de santé, aux services sociaux, de même qu'aux modes de soutien tels l'entretien ménager ou la préparation des repas. Pendant trop longtemps, on a souvent privilégié la beauté du site au détriment de ces aspects capitaux et de la centralité de l'immeuble. Des stratégies visant à construire des ensembles résidentiels dans les anciens noyaux des villes ou à proximité d'un centre commercial sont à privilégier pour répondre aux besoins d'une population qui, par exemple, pensera à utiliser de moins en moins l'automobile.

« Les villes vont devoir penser à modifier les équipements actuels en tenant compte des variations à prévoir de la courbe démographique », affirmait Mme Séguin à Lyon. « Transformer par exemple une école primaire en centre pour personnes âgées ou construire des ensembles résidentiels pour personnes âgées tout près des centres commerciaux ».

Les municipalités doivent donc faire l'examen de leur situation. « Vont-elles subir le choc ou alors tout simplement relever le défi? », demandait Mme Séguin. Les deux chercheurs optent pour une avenue optimiste. « Le choc du vieillissement pourrait se muer en une formidable occasion de repenser la banlieue pour en faire un milieu résidentiel plus intégré et plus respectueux des enjeux environnementaux », concluent-ils.

Déclin des populations dans les centres urbains

L'immigration n'est pas la solution à tous nos problèmes démographiques

Les avancées permises par l'immigration dans certaines grandes régions, Montréal étant l'une d'elles, ne vont pas réussir à inverser les courbes au niveau national.

Lyon — « L'immigration internationale est souvent considérée comme la panacée, la solution à tous nos problèmes démographiques. On pense que les immigrants vont remplacer les enfants qu'on n'a pas faits et faire ceux qu'on ne veut pas faire. Mais c'est un leurre de croire cela. Il faudrait doubler, tripler et même quadrupler le niveau d'immigration pour résoudre le problème du vieillissement et du déclin de nos populations ».

La pensée de Marc Termote est claire. Le professeur, lié à l'Institut national de recherche scientifique (INRS), Urbanisation, culture et société (UQAM), insiste sur l'erreur que l'on fait de croire que les avancées permises par l'immigration dans certaines grandes régions — par exemple Montréal — vont réussir à inverser les courbes au niveau national. Voilà ce que le chercheur a exposé à Lyon au début de décembre dans le cadre d'un colloque sur les villes en transition, et d'une présentation sur les implications urbaines des mutations démographiques.

Vieillesse et sous-fécondité

Dans un contexte de net changement démographique, plusieurs facteurs ont une incidence directe sur les fluctuations des populations, tels le vieillissement de la société, l'apport de l'immigration internationale ou encore la mondialisation. « Je me demande si on n'est pas un peu rapide en parlant de « nouvelles transitions », a prévenu M. Termote lors de sa présentation scientifique. Les sociétés ont toujours été en vieillissement, nous sommes dans un processus chronique de sous-fécondité. Mais est-ce si nouveau ça? »

Devant un parterre international composé d'Européens et de Québécois, le chercheur québécois a précisé notre contexte particulier et « l'accident historique » qu'avait constitué le baby-boom. « Au Québec, on est passé très vite d'une extrême à l'autre. Le vieillissement que l'on connaît est la cause directe de ce baby-boom accidentel ».

Dans ce contexte, l'immigration internationale joue effectivement un rôle important dans des grandes régions telles que Montréal, « où le phénomène induit de surfécondité des immigrants vient rééquilibrer la balance, a

précisé M. Termote, ajoutant que sur l'île de Montréal seulement, le tiers des naissances est le fait des immigrants. « À cause de cela, le vieillissement est nettement moins important dans les grandes régions métropolitaines », ce que les prévisions démographiques démontrent clairement.

Au Québec et au Canada, les seules régions qui continuent de démontrer une croissance sont les grandes régions métropolitaines et les grands centres, où ont tendance à s'installer les populations immigrantes, notamment pour s'approcher de leurs semblables et se retrouver au cœur des réseaux communautaires.

Apport économique nul

À cause d'une forte représentativité immigrante dans les grands centres, on a tort de penser toutefois que la forte fécondité de ces groupes arrivera à compenser le déclin de population qui nous attend. « On pense que les immigrants vont remplacer les enfants qu'on n'a pas faits et faire ceux qu'on ne veut pas faire », expose M. Termote, mais c'est un leurre de croire cela, puisque le taux de fécondité de ces populations devrait être nettement plus important qu'il ne l'est pour compenser au niveau national les baisses démographiques qui sont à nos portes.

Quant à l'impact de l'immigration sur l'activité économique, il est « nul », tranche le chercheur, qui pose la question: « Est-ce que l'immigration internationale augmente le revenu par habitant de la population d'accueil? » Toutes les études pour tous les pays donnent à penser que c'est nul comme résultat, mais cette conclusion n'est valable qu'au niveau national, note au passage le professeur.

M.-A. C.

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

SANTÉ

La varicelle justifie-t-elle une vaccination universelle?

Au Québec, la «picotte» n'est plus une maladie aussi bénigne qu'avant

Le vaccin contre la varicelle, s'il était administré à tous les enfants en bas âge, risquerait d'engendrer une épidémie de zona? La question a donné lieu à un intéressant débat transatlantique lors d'un grand colloque sur «La vaccination chez l'enfant», dans le cadre des derniers Entretiens Jacques Cartier.

ANTOINE ROBITAILLE

Alors que le Québec et le Canada songent à imiter, d'ici 2010, le voisin américain, c'est-à-dire à vacciner tous les enfants contre la varicelle — que les Québécois appellent communément la «picotte» — les Européens se disent plutôt réticents.

D'une part, en France, comme l'a expliqué le médecin français Daniel Floret, membre du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, «nous manquons de données épidémiologiques précises pour évaluer le rapport coûts-bénéfices». On craint ensuite «d'assister à un déplacement de l'âge moyen de l'enfant vers l'adulte si la couverture vaccinale est insuffisante. Et on sait que la mortalité est beaucoup plus élevée dans les cas de varicelle chez les plus de 15 ans», explique Philippe Reinert, membre du Comité technique des vaccinations.

Bernard Vaudaux, pédiatre de Lausanne expert en vaccination, a créé un certain émoi dans le grand réfectoire des sœurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon (à deux pas de la salle «Pasteur») en citant des études inquiétantes selon lesquelles la vaccination contre la varicelle pourrait avoir l'effet pervers de déboucher sur une épidémie de zona. Comment? La vaccination généralisée aurait pour effet de «supprimer la circulation normale du virus». Or cette «circulation du virus sauvage» permet de réexposer les personnes plus âgées qui ont eu la maladie étant enfant; réexposition qui a l'avantage de stimuler le système immunitaire, ce qui réduit et même annihile la possibilité de développer le zona. Une fois éliminée cette confrontation périodique avec le virus, «une épidémie de zona pourrait se produire, qui pourrait toucher plus de 50 % de la population âgée de 10 à 44 ans».

La varicelle n'est plus bénigne

Plusieurs Québécois présents, favorables à la vaccination contre la

varicelle, ont critiqué ce scénario. D'abord, le pédiatre infectiologue Marc Lebel, du Centre hospitalier universitaire mère-enfant Sainte-Justine, fait remarquer que la «picotte» ne peut plus vraiment être considérée au Québec comme une simple maladie bénigne. «En France, le Dr Fleuret a présenté 54 cas pour 54 hôpitaux! Chez nous, chaque année à Sainte-Justine seulement, on a de 50 à 100 hospitalisations d'enfants en lien avec la varicelle. De un enfant sur 200 à un enfant sur 500 est hospitalisé pour une complication de la varicelle. Un enfant sur trois consulte un médecin et un enfant sur 10 a une complication de la maladie.»

Qu'est-ce qui explique que la varicelle semble chez nous plus agressive? «Les garderies», répond sans hésiter Marc Lebel. Le fait que les enfants fréquentent la garderie de plus en plus jeunes a fait baisser l'âge moyen auquel ils contractent la varicelle. Il y a seulement 20 ans, la majorité des cas de varicelle se produisaient à l'âge scolaire. «Or, la combinaison du fait qu'ils ont la varicelle plus jeune avec le fait qu'ils fréquentent un milieu où il y a plus de microbes, notamment plus de streptocoques du groupe A, a pour effet de multiplier les complications graves de la varicelle.»

D'où l'importance, selon lui, de la vaccination contre la varicelle au Québec. «Je n'ai rien contre le fait qu'on incite les parents à envoyer leurs enfants à la garderie en subventionnant cette pratique, mais je crois que l'on devrait aussi subventionner les vaccins en conséquence.» Actuellement, le vaccin contre la varicelle est gratuit au Québec, mais seulement pour certaines personnes présentant des risques.

Et le zona?

Reste la prétendue possibilité d'une épidémie de zona. Jean-Jacques Turcotte est sceptique. Pédiatre de la Direction de la santé publique de la Montérégie, le Dr Turcotte a plaidé devant les partici-



Le fait que les enfants fréquentent la garderie de plus en plus jeunes a fait baisser l'âge moyen auquel les enfants contractent la varicelle.

pants aux Entretiens pour une vaccination universelle contre la varicelle au Québec. Il considère qu'il pourrait «peut-être» y avoir un risque d'épidémie de zona si «une large proportion d'enfants étaient vaccinés». Marc Lebel, lui, fait remarquer que «le programme vaccinal contre la varicelle a été mis en place en 1995 aux États-Unis» et qu'absolument rien ne pousse à conclure pour l'instant à une incidence sur le zona. D'autre part, Jean-Jacques Turcotte souligne qu'il y a d'importants programmes de surveillance au Canada et au Québec. Dès que les données révéleraient une incidence sur les cas de zona, il serait alors possible de mettre sur pied un programme ciblé pour les personnes âgées. «Si jamais on constatait une baisse de l'immunité chez ces personnes-là lorsqu'elles dépassent la quarantaine, on pourrait offrir un vaccin comme on en offre contre la grippe.»

Et les effets secondaires du vaccin? Ne risquent-ils pas d'être extrêmement nombreux si on multiplie

les vaccinés? Marc Lebel, qui participe justement au réseau Impact, un «programme de surveillance active des effets secondaires associés aux vaccins», estime en effet qu'on «a toujours l'option de ne pas vacciner». On ne risque alors pas d'avoir des effets secondaires, «mais on va se retrouver avec une morbidité importante due à la maladie». A choisir, les risques de la maladie l'emportent de beaucoup sur ceux de la vaccination. Les effets secondaires sérieux sont même de 1000 à 10 000 fois moins fréquents que ceux de la maladie. «En plus, insiste Marc Lebel, le Québec est la seule province au Canada qui a un pro-

gramme de dédommagement pour les effets secondaires des vaccins.»

Oui aux vaccins

Aux dires de Marc Lebel, il faut plaider aujourd'hui pour la vaccination en général. Bien sûr, le Québec est presque un modèle en la matière. Par exemple, malgré le fait qu'en France la vaccination des enfants soit obligatoire, ce pays aurait une couverture vaccinale moins bonne qu'au Québec.

Marc Lebel affirme du reste que la vaccination est en quelque sorte victime de son propre succès en Occident. «Dans ma génération, on se souvient de certains cas de rou-

geole. Mais les jeunes ne savent même plus ce que c'est.» On en viendrait même à prendre les vertus de la vaccination pour acquises. Voire à la dénigrer.

Il y a le cas célèbre et caricatural, qui remonte à 1995, d'un autre médecin qui publia un livre dans lequel elle dressait un portrait «maléfique» des vaccins. (Elle a d'ailleurs été radiée depuis, précisément pour cette raison.) Il y a d'autres situations, dit Marc Lebel, où dans les médias sont évoquées certaines thèses douteuses qui se mettent à circuler. Comme le prétendu lien entre les vaccins et la «fatigue chronique». «Cette affaire est totalement sans fondement», insiste le médecin, qui a d'ailleurs présenté une communication sur cette question aux EJC. Non sans passion, il donne un exemple récent de succès de la vaccination: l'un d'entre eux a pratiquement éradiqué l'*Haemophilus influenzae* de type b (Hib). Dans les années 1980, cette bactérie était «la cause des infections bactériennes les plus fréquentes en pédiatrie: méningites, épiglottites, pneumonies, bactériémies». On recensait pas moins de 500 de ces cas par année, dont certains graves, voire mortels. «Depuis 1992, grâce à l'introduction des vaccins conjugués, on a observé une diminution de l'incidence de ces maladies de plus de 95 %», rapporte-t-il fièrement.

Les médecins québécois avouent cependant que le «calendrier vaccinal» commence à être très chargé. «L'enfant n'est pas une pelote d'épingles!», lance le pédiatre Jean-François Chicoine, de Sainte-Justine. Mais ce dernier indique du même souffle que les vaccins d'aujourd'hui contiennent moins «d'antigènes» qu'avant, ce qui sollicite moins le système immunitaire. De toute façon, ajoute Marc Lebel, comme charge virale et bactérienne, il y a bien pire que les vaccins: «Il y a la garderie!»

COMMERCE

Quand le marketing enrôle les sens

En France, certaines de ces pratiques sont assimilées à de la publicité trompeuse

Pour réussir en affaires, il faut avoir du nez! De là à réaliser que les consommateurs eux aussi en ont un, il n'y avait qu'un pas. Il est franchi.

ANTOINE ROBITAILLE

Le marketing a pendant longtemps négligé certains de nos cinq sens. Mais il se reprend maintenant, comme l'ont montré des participants au Forum économique annuel des Entretiens Jacques Cartier. Au point où l'on parle aujourd'hui d'un «marketing sensoriel», et notamment «olfactif», qui vise à «conduire les consommateurs par le bout du nez» et à «transformer plus vite la visite du client en achat». Certaines de ses applications relèvent du... bon sens, d'autres d'un quasi-délire de manipulation.

Michel Choukroun, consultant pour la firme française Mood-Media et chargé de cours à l'Université Paris Dauphine, a présenté plusieurs exemples de marketing sensoriel. Il s'est bien sûr attardé aux jeux des couleurs, de l'éclairage, de la modulation de la musique. Mais le plus inédit, c'est ce qui s'adresse au nez. Et puisque l'odorat est lié à la respiration, «son pouvoir ne peut être évité: les odeurs sont incontournables!». Déjà, une entreprise de publicité française, France Rail Publicité, propose à ses annonceurs une gamme de 400 fragrances pour créer des atmosphères. Michel Choukroun parle aussi de la création d'odeurs sur mesure. Il a d'ailleurs fait circuler dans l'assistance un parfum créé pour les magasins Orcata, qui vendent de la lingerie: une odeur «pétillante, verte comme des bosquets de feuillage, fruitée mais pas gourmande», qui, soutient le consultant, exprime «la sensualité et la féminité intemporelles avec une douce fraîcheur». (Cette interprétation n'allait pas de soi, du moins lorsque votre humble serviteur a usé de son pif pour toiser l'odeur. Mais bon...)

De plus en plus de chercheurs l'affirment: l'olfaction est supérieure aux autres sens, puisqu'elle est intimement associée à la mémoire. Voilà en somme les leçons de la madeleine de Proust instrumentalisées par l'industrie! Au surplus, l'atmosphère olfactive exerce «une action sur l'humeur du client» et lui permet même de moins ressentir le temps qui passe. Elle augmente son bien-être sensoriel et affirme «l'identité d'une marque ou d'une enseigne».

Dans sa présentation, le chercheur Jean-Charles Chebat, des HEC Montréal, s'est montré très affir-

matif: «Puisque les signaux sensoriels — comme la musique, les odeurs, les couleurs — véhiculent du sens, l'environnement de tout magasin devient aujourd'hui un «métaemballage» qui englobe les produits et services offerts.» Et les odeurs ont une importance cruciale ici. Comme le rapportait *Le Devoir* récemment (21 novembre), M. Chebat a effectué une étude démontrant qu'une odeur d'agrumes diffusée dans un magasin a permis de faire augmenter les dépenses moyennes de 48 \$ à 90 \$ pour une catégorie de clients, les «hédonistes».

Risques

Mais jouer avec les odeurs est risqué. C'est une arme à deux tranchants. Comme le renard de la fable, on peut certes être «par l'odeur alléché». Mais l'inverse se vérifie aussi. Jean-Charles Chebat souligne que certaines combinaisons sont pratiquement interdites par le cerveau et ont le désavantage de rebuter le client. De même, une diffusion non contrôlée peut vite produire une saturation et créer des effets d'écoeurement.

Et même amener les commerçants devant la justice! En effet, un jeune juriste français, étudiant à l'IAE (Institut d'administration des entreprises de l'Université Lyon 3) qui participait au colloque, Guillaume Gordet, fait remarquer que l'utilisation d'odeurs a été assimilée à de la publicité mensongère par des tribunaux français. C'est une boulangerie commerciale à qui l'on aurait reproché, dans ses points de vente des stations de métro et des gares, de diffuser des puissantes senteurs artificielles de pain cuit.

Wal-Mart

Par ailleurs, Jean-Charles Chebat assure que le commerce d'aujourd'hui ne peut plus être strictement axé sur une simple «équation basée sur le prix». Vraiment? Est-ce que l'impérialisme des Costco et autres Wal-Mart ne prouve pas au contraire que les techniques de marketing sophistiquées, c'est peut-être bon pour la minorité riche, celle qui fréquente Orcata ou Les Ailes de la mode, mais pas pour la masse? «Pas du tout! Un des problèmes, précisément dans le sensoriel, c'est de penser que plus on en fait, mieux c'est», dit Chebat.

Ne pas faire de sensoriel, c'est en encore en faire, dit-il. «Du fait même que les décors sont simples, minimaux, qu'il n'y a pas de musique, pas d'ornement, pas de tataouinage, des odeurs brutes», il y a aussi un message qui est clair: «Ici, c'est pas cher.»

Cartier fait le pont.

Les Entretiens Jacques Cartier

Du 4 au 8 octobre 2004,

les Entretiens Jacques Cartier traversent l'Atlantique pour se tenir à Montréal, Québec et Sherbrooke.

À titre de partenaire principal de l'événement, l'Université de Montréal est heureuse de rendre possible ce rendez-vous essentiel de la pensée francophone.

125 ANS

www.umontreal.ca

Université de Montréal

• ENTRETIENS JACQUES CARTIER •

ARTS

Du sujet à l'intimité

Les auteurs de personnages racontent la naissance de la future pièce

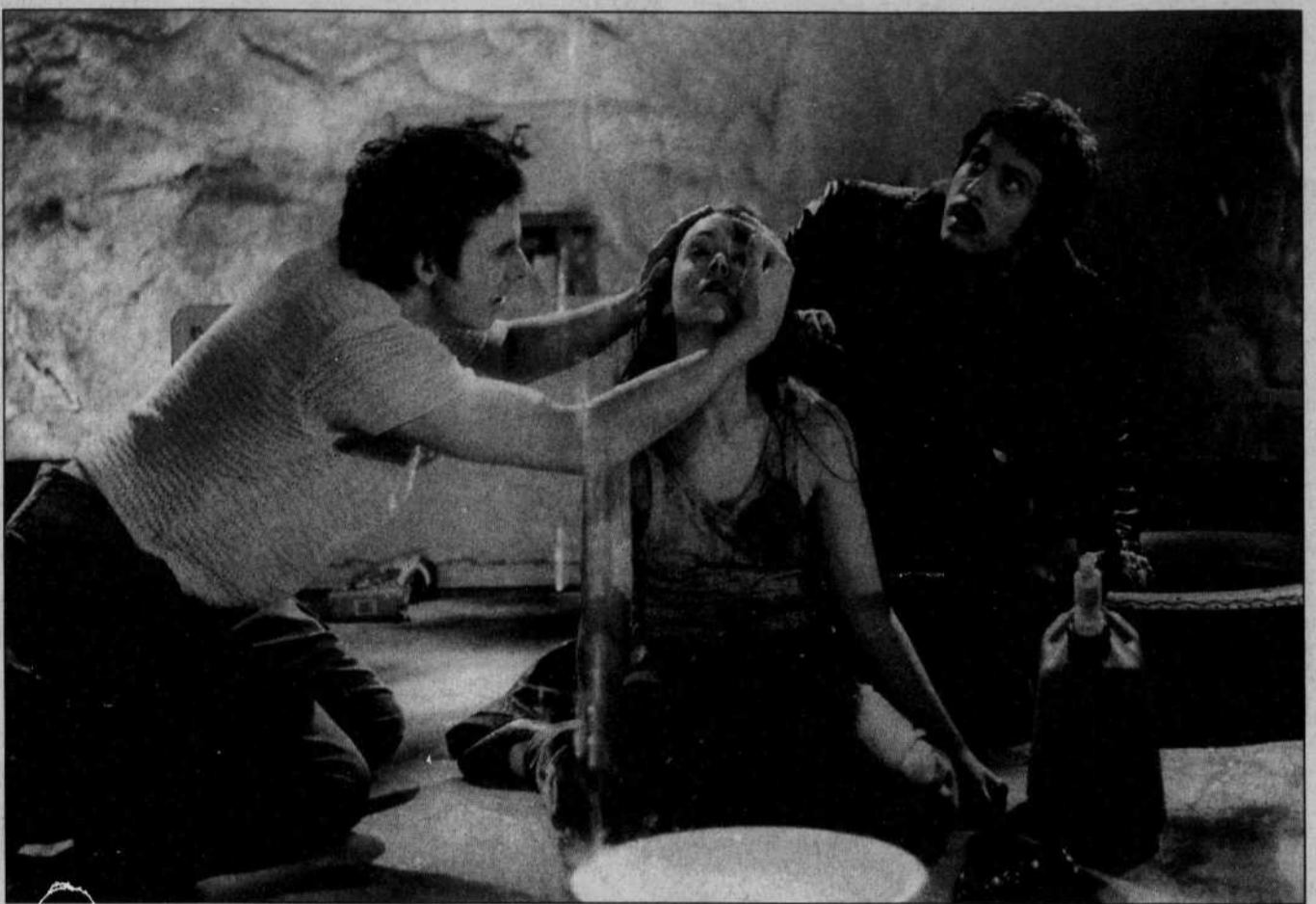
«J'écris mes pièces à partir de mes multiples corps», dira l'un. «Je dois mettre une part de moi dans ce que j'écris, un sacrifice», dira l'autre. Des auteurs, vivant de part en part de l'Atlantique, racontent le moment où la pièce par l'écriture débute.

HERVÉ GUAY

De quoi ça parle, cette pièce? Tel est justement le «sujet» qu'ont épluché une trentaine de spécialistes francophones du théâtre des deux côtés de l'Atlantique, réunis à l'École normale supérieure en lettres et sciences humaines de Lyon, dans le cadre des 16^e Entretiens Jacques Cartier. Or, le sujet est si vaste qu'il y avait là presque autant de manières d'aborder la question que de personnes invitées à se prononcer sur son importance dans le théâtre contemporain.

De ceux-là, pourtant, les au-

teurs dramatiques — peut-être les plus directement touchés par la question — ont manifesté le plus ouvertement à quel point le sujet est loin de leurs préoccupations quand ils prennent la plume. Ont-ils un sujet en tête au moment d'écrire? Les Carole Fréchette, Joseph Danan, Daniel Danis et Larry Tremblay, réunis autour d'une table ronde animée par Gilbert David, ont été unanimes à rejeter un sujet précis comme point de départ d'une œuvre. À moins que ce sujet ne soit si vaste qu'il puisse en contenir une infinité. L'auteur dramatique français Joseph Danan se



Éric Bernier, Suzanne Lemoine et Patrick Goyette dans *Les Quatre Morts de Marie* de Carole Fréchette.

© JOSÉE LAMBERT

souvent même d'avoir inscrit comme première réplique d'une de ses pièces: «Il sera ici question de l'amour et de la mort.»

Empreinte du monde

Auteur de *Cinéma* et de *L'Enquête de ma vie*, l'écrivain de théâtre français est moins en quête d'un sujet qu'il ne cherche à plonger au cœur de lui-même et de l'écriture. En tant qu'auteur, il n'est pas porté pour autant à se dire «je vais écrire sur l'intime, faire de l'autofiction». En revanche, il est clair qu'en tant qu'auteur dramatique, c'est depuis l'intime qu'il écrit. Selon lui, l'écriture s'avère en outre un outil d'enquête afin de recueillir une «empreinte du monde».

Empreinte du monde, la formule n'a pas semblé déplaire à l'auteur de *Cendres de cailloux*. Daniel Danis a toutefois ressenti le besoin de clarifier davantage sa position. «Je ne me sens pas

poète, dit-il, mais médiateur. J'attends des images un vécu, puis un souffle après les images. Pour qu'advienne une troisième dimension.» Moins qu'à un sujet, Danis cherche à s'unir à des forces qu'il ne comprend pas mais à situer, selon lui, dans le sol. Ce qui lui fait dire assez curieusement que, dans son cas, «la langue apparaît dans le pied».

Un rapport aigu au corps intervient également chez Larry Tremblay (*The Dragonfly of Chicoutimi*). De son côté, c'est le corps de l'autre qui déclenche l'écriture, par qui la fable arrive. Il s'inspire en cela de l'approche d'«anatomie ludique» qu'il a mise au point pour enseigner le jeu de l'acteur à l'UQAM. Cette approche consiste à inviter le jeune comédien à se concentrer sur des parties du corps afin d'en arriver à inventer le personnage. Souci d'un corps précis qui a permis à Tremblay de créer tant de

héros singuliers. D'où le résumé lapidaire qu'il fait de sa démarche: «J'écris mes pièces à partir de mes multiples corps.»

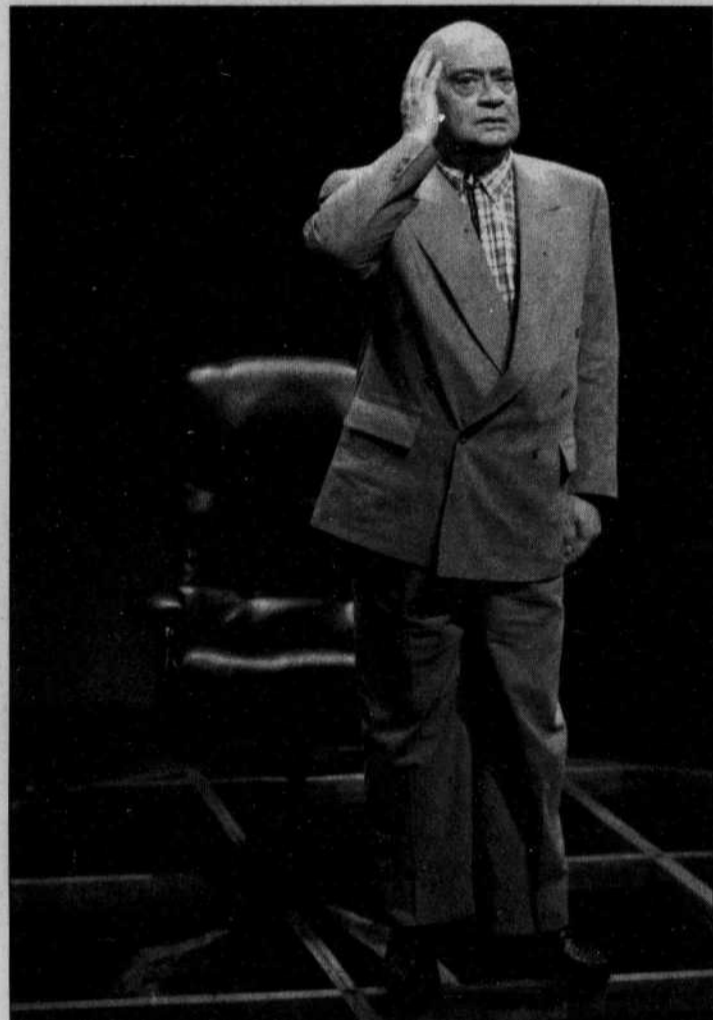
Multitude d'intimités

Si Larry Tremblay fait passer la parole théâtrale par le corps, Carole Fréchette insiste, quant à elle, sur le rôle du sentiment, de l'émotion au théâtre. «Le monde est fait d'une multitude d'intimités, avance-t-elle. C'est là que nous ressentons le monde, au plus profond de nous-mêmes. C'est l'intime qui donne sa vibration au théâtre. Ça ne veut pas dire que le théâtre doit s'y confiner... Mais comme auteur je dois mettre une part de moi dans ce que j'écris, un sacrifice.»

L'auteur de *Quatre Morts de Marie* remet aussi en question la notion de grands sujets. Celle-là même qui a souvent relégué au second plan l'écriture au féminin. «Est-ce qu'il y a des grands sujets? Je trouve que la vie ne fait

pas cette distinction-là. Le plus souvent, nous vivons en même temps un tas de difficultés, petites ou grandes. Pour ma part, j'ai d'abord été dans un théâtre du «nous» triomphant. Ensuite, j'ai eu envie de dire «tu», d'aller à la rencontre d'un pays, d'un homme et d'une femme. Et maintenant, j'ai à nouveau la tentation du «nous».

En somme, moins qu'une volonté de développer un sujet précis, le théâtre apparaît pour les auteurs dramatiques comme une manière d'aller à la rencontre de l'autre, désormais nettement à partir de l'intimité. «On fait ça pour des gens», rappelle Carole Fréchette. Et Larry Tremblay de renchérir: «On écrit pour l'autre. D'ailleurs, il est difficile de se dissocier de lui. Car, au fond, on écrit parce qu'on se sent seul. Ce qui, finalement, nous pousse à aller vers l'autre.»



© YVES DUBÉ 1995

The Dragonfly of Chicoutimi, de Larry Tremblay, avec le regretté Jean-Louis Millette.

Escale lyonnaise pour le contre-ténor Daniel Taylor

Le Theater of Early Music aimerait s'établir à Montréal

Début décembre, dans une succession de sept concerts dans sept villes européennes, Daniel Taylor s'arrête à Lyon. Succès. Dans l'avenir, si les subventionneurs tant privés que public le veulent bien, il aimerait installer à Montréal le Theater of Early Music. À suivre.

MARIE-ANDRÉE CHOUNARD
LE DEVOIR

Le contre-ténor Daniel Taylor noircit son agenda des années à l'avance tant on se l'arrache d'un bout à l'autre de la planète. Malgré cette course folle contre le temps, lorsque l'équipe des 16^e Entretiens Jacques Cartier a tout mis en branle pour le placer au cœur de sa soirée culturelle 2003, à Lyon, le jeune chanteur qu'on a souvent comparé à un «ange» a trouvé le tour de voler jusqu'à l'église Saint-François-de-Sales, au bonheur des spectateurs.

Chaque année, le directeur des Entretiens Jacques Cartier, Alain Bideau, se fait un devoir d'honorer ses invités d'une soirée culturelle aux accents québécois, lyonnais, ou québéco-lyonnais, pourquoi pas... À travers une quinzaine de colloques des plus sérieux, des dizaines de conférences où défilent des spécialistes bardés de théories, données et graphiques, un entracte culturel à mi-parcours fait l'effet d'une pause-détente parmi de sérieux entretiens scientifiques.

Chanter sous la pluie

Cette année, un moment de grâce a secoué l'église lyonnaise Saint-François-de-Sales, située sur la presqu'île de Lyon, entre le Rhône et la Saône: le contre-ténor Daniel Taylor et son ensemble musical, le Theater of Early Music, ont charmé un public vite conquis par la voix et la simplicité du chanteur de renommée internationale.

«Lorsque j'ai vu les trombes de pluie s'abattre sur Lyon, j'ai eu peur que la soirée soit à l'eau, c'est le cas de le dire», raconte en riant Normand Biron, commissaire au service de développement culturel de la Ville de Montréal, celui qui agit ses baguettes de magicien chaque année pour prêter main-forte à l'équipe d'Alain Bideau lorsque vient l'heure de causer culture. Cette soirée-là, alors que les bulletins de nouvelles du monde entier relaient les inondations frappant soudainement la région Rhône-Alpes, Lyon dégoulinait, secouée par des averses quasi inégales. De quoi inciter la plus petite poule mouillée à demeurer bien sagement dans le confort de son salon...

Et pourtant... c'est devant une église remplie d'oreilles attentives que le jeune contre-ténor de 34 ans a lancé le timbre pur de sa voix. Le chanteur québécois est «un des contre-ténors les plus en demande au monde». La particularité de son timbre a voyagé de New York à Londres, en passant par San Francisco, Beijing, Rome, Toronto, Montréal et Rotterdam, passant de l'opéra aux oratorios, et jonglant

tant avec les œuvres symphoniques qu'avec les récitals. Son nom — et sa voix — figurent sur plus d'une cinquantaine de disques et ses projets des prochaines années incluent de grands débuts au English National Opera en 2005 et des tournées aux quatre coins du globe.

«Réussir à obtenir Daniel Taylor n'a pas été si facile, mais il a tout de suite été intéressé par l'idée, et à partir de là, tout a été fait pour qu'il se libère», raconte M. Biron, qui soutient l'organisation des Entretiens Jacques Cartier depuis des années par la planification conjointe des activités culturelles de l'événement. Au fil des ans, l'organisateur, Alain Lefebvre, Nathalie Choquette, Marc-André Hamelin et la production de *Notre-Dame-de-Paris* ont ainsi tourné devant les spectateurs des Entretiens. «Nous essayons de varier les disciplines d'une année à l'autre», poursuit Normand Biron.

Tour de terre

La vie de Daniel Taylor n'a rien d'un long fleuve tranquille... Joint à Montréal la semaine dernière, alors qu'il arrivait d'un périple européen, l'artiste explique qu'il a l'habitude de voguer d'un... pays à l'autre en 24 heures pour multiplier les concerts. Sept concerts en sept jours, sept villes différentes, la Belgique, l'Allemagne et la France, un tour d'horizon que faisait le chanteur début décembre. «Je suis heureux de venir chanter pour vous ce soir avec mes amis», a-t-il lancé aux spectateurs à Lyon quelques minutes avant de chanter.

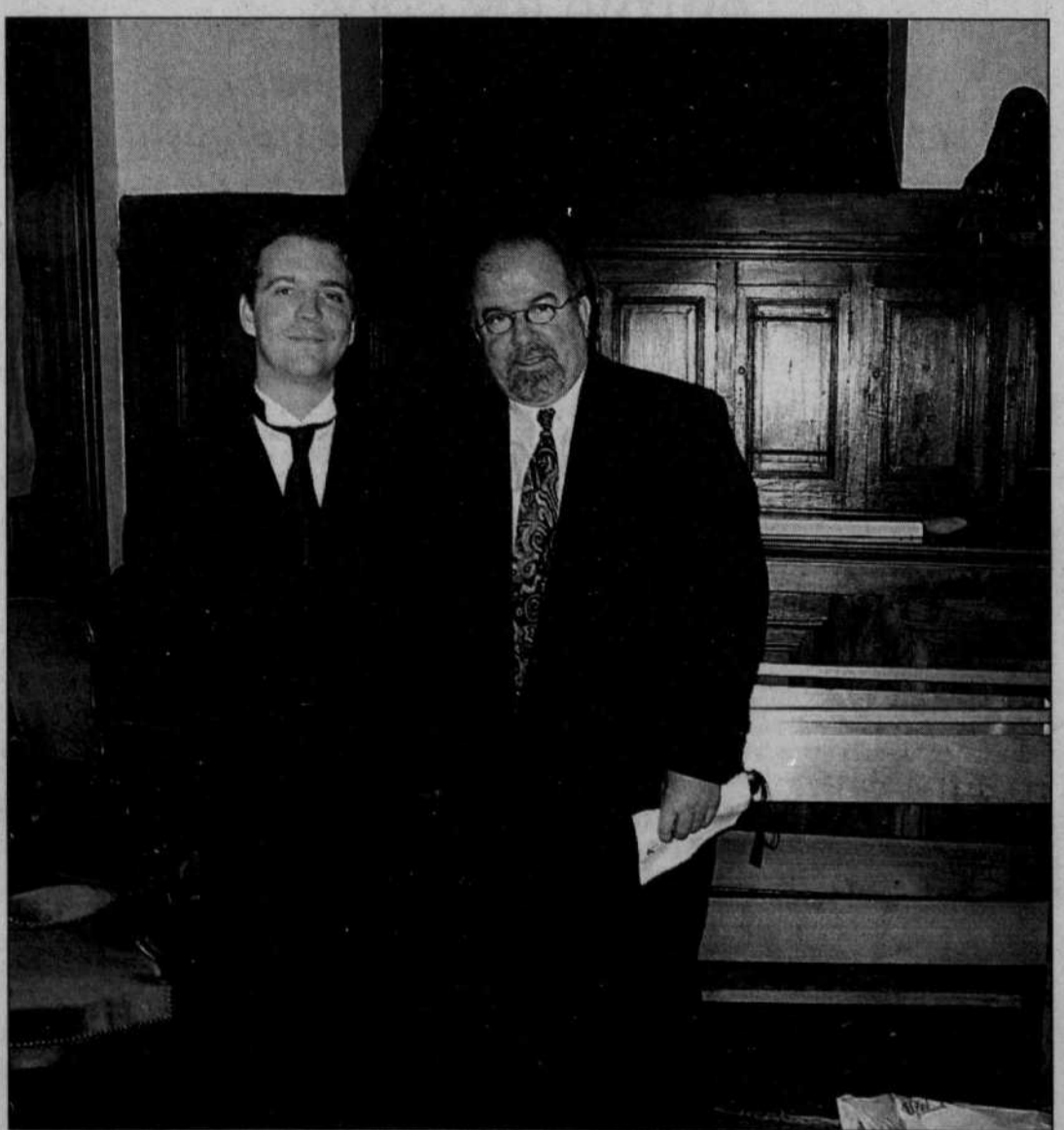
Ses amis, c'est le Theater of Early Music, créé en 2001 par Taylor lui-même, un groupe talentueux et passionné partageant un engouement commun pour la musique ancienne et les œuvres souvent négligées des XVII^e et XVIII^e siècles. Adrian Butterfield (premier violon), Christine Morgan (second violon), Margaret Little (alto), Susie Napper (violin), Sylvain Bergeron (luth) et Christopher Jackson (clavecin) mêlent leur musique à la voix de Taylor, pour un résultat enchanteur.

Avant d'entamer *Caru Sposa*, un extrait de *Rinaldo*, de George-Frédéric Handel, Daniel Taylor s'adresse au public et traduit littéralement le contenu (italien) de ce qu'il s'apprête à chanter. «Vous allez reconnaître les mêmes mots très souvent, et ça dit: "Viens me voir! Viens me consoler!"» Théâtral, il prend le temps d'expliquer le propos, sous les yeux amusés mais enchantés des spectateurs.

«C'est une habitude maintenant», explique le jeune chanteur, interrogé une semaine après. «Je sais que ce n'est pas conventionnel, et que ça peut surprendre parfois, mais je considère que c'est une marque de respect pour le public que de faire cela, et j'ai remarqué que les gens étaient plus attentifs par la suite, ça améliore l'atmosphère. C'est comme si ils comprenaient vraiment, même si c'est en italien ou en allemand.»

Projet montréalais

En effet, quelle facilité que de laisser son esprit vagabonder pendant un concert, affirme le chanteur, lorsqu'on ne comprend pas un traité mot de ce qui est interprété là-devant. «Moi-même ça m'arrive de



Le contre-ténor Daniel Taylor et Normand Biron, commissaire au service de développement culturel de la Ville de Montréal.

SOURCE ENTRETIENS JACQUES-CARTIER

laisser mes pensées aller vers autre chose. J'aime que les gens soient concernés par ce qui se passe à l'avant. C'est ma manière.»

Signature Taylor, quoi, sincèrement appréciée des gens qui ne tarissent pas d'éloges sur cette voix angélique, assortie d'un minois de chérubin.

Pendant qu'il tourne ainsi sur la planète, l'ange a des projets plus fixes qui lui trottent dans la tête. Comme celui de baser le Theater of Early Music à Montréal et de lui concocter un petit plan de tournée, ce qui ne se fait pas sans contribution financière.

«Malgré le fait qu'on a déjà endisqué, qu'on a déjà été demandé dans certaines parties du monde, je peine à trouver le financement public nécessaire. Je n'en reviens pas», relate Daniel Taylor, qui raconte avoir essuyé ainsi un récent refus non seulement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) mais aussi de son pendant montréalais. Seul le Conseil des arts du Canada a consenti à lui verser quelque 9000 \$ pour garnir son budget. «Ce n'est pas assez», ajoute-t-il, précisant qu'il est à regarder les possibilités que lui offrirait le secteur privé.